

## PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE  
Direction de la coordination  
des politiques publiques et de l'appui territorial  
Bureau des procédures environnementales et foncières  
2017/ICPE/066  
MED société BERNARD AGRISERVICE

**La PRÉFÈTE DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE**  
**PRÉFÈTE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
**Officier de la Légion d'Honneur**  
**Commandeur de l'Ordre National du Mérite**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L171-6, L171-8, L172-1, L511-1, L514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 17 octobre 2013 à la société BERNARD AGRISERVICE pour l'exploitation de silos de stockage de céréales sur le territoire de la commune de LA GRIGONNAIS, au 40, Beautrait ;

**Vu** l'article 7.2.6 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose que les installations électriques doivent être entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et que le matériel doit être conforme aux normes françaises qui lui sont applicables ;

**Vu** l'article 7.2.8 de l'arrêté préfectoral susvisé qui fixe les prescriptions applicables en matière de protection contre la foudre ;

**Vu** l'article 7.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose que le nettoyage doit être réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration ;

**Vu** l'article 7.4.3 de l'arrêté préfectoral susvisé qui dispose que les sondes thermométriques sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement ainsi que le projet d'arrêté de mise en demeure transmis à l'exploitant par courrier en date du 20 janvier 2017 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 18 janvier 2017, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- les non-conformités constatées sur les installations électriques par l'organisme de contrôle, dans ses rapports du 20 septembre 2016, n'ont pas été traitées. L'organisme de contrôle a conclu à l'existence d'un risque d'incendie ;
- l'analyse du risque foudre réalisée par l'exploitant conclut à la nécessité de mettre en place des équipements de protection contre les effets directs de la foudre. Cette analyse est incomplète puisqu'elle ne concerne pas la nouvelle cellule construite en 2016. De plus, aucun dispositif de protection n'a été installé (aucune étude technique

n'a été réalisée) ;

- les installations ne sont pas équipées d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration ;
- les cellules 9 et 10 ne sont pas équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement du seuil d'alerte.

**Considérant** que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 7.2.6, 7.2.8, 7.4.2 et 7.4.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société BERNARD AGRISERVICE de respecter les dispositions des articles 7.2.6, 7.2.8, 7.4.2 et 7.4.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

## ARRETE

**Article 1** – La société BERNARD AGRISERVICE exploitant une installation de stockage de céréales sise 40 Beautrait sur la commune de LA GRIGONNAIS est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 7.2.6, 7.2.8, 7.4.2 et 7.4.3 de l'arrêté préfectoral du 17 octobre 2013 dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

**Article 3** – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il sera fait application des dispositions prévues aux articles L.171-8 et L.541-3 du code de l'environnement ;

**Article 4** – Conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

- par la société BERNARD AGRISERVICE dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

**Article 5** – Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de LA GRIGONNAIS et pourra y être consultée ;

Cet arrêté sera affiché à la mairie de LA GRIGONNAIS pendant une durée minimum d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de LA GRIGONNAIS et envoyé à la Préfecture (direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial – bureau des procédures environnementales et foncières) ;

**Article 6** – Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le sous-préfet de CHATEAUBRIANT-ANCENIS, le maire de LA GRIGONNAIS et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société BERNARD AGRISERVICE, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Nantes, le **23 MARS 2017**

La PRÉFÈTE

**Pour la PRÉFÈTE et par délégation,  
le secrétaire général**

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'E' followed by a horizontal line that tapers to a point on the right.

**Emmanuel AUBRY**